



2009 : l'emploi industriel dans la tourmente

L'année 2008 s'était achevée sur un bilan économique peu encourageant pour la Picardie. L'économie régionale, orientée vers des activités fortement impactées par la récession, plaçait la Picardie parmi les régions les plus sensibles aux conséquences sociales de la crise.

Prévisions avérées en 2009. Entre le premier trimestre 2008 et la fin de l'année 2009, l'emploi salarié du secteur marchand se contracte de 5,5 % en Picardie et le taux de chômage s'accroît de 3,1 points. Tant pour l'augmentation du chômage que pour les pertes d'emplois, la Picardie se place au second rang des régions derrière la Franche-Comté, à égalité avec la Lorraine pour l'emploi.

La baisse du produit intérieur brut national au troisième trimestre 2008, après celle du second trimestre détermine officiellement l'entrée de la France en récession : deux trimestres consécutifs de baisse du PIB. Cette récession va se prolonger et atteindre son apogée au cours des deux trimestres suivants, la baisse du PIB atteint pratiquement 1,5 points.

Un début d'année dans la crise, une fin d'année dans l'expectative

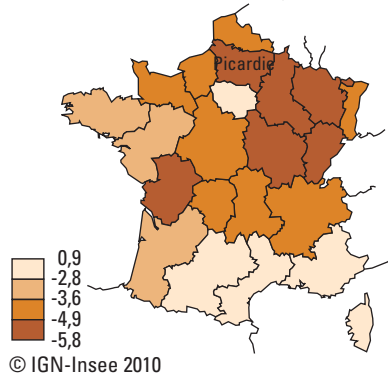
Le niveau de la production atteint son péri-gée au premier trimestre 2009. Au second trimestre, des frémissements dans quelques secteurs d'activités, portent l'espoir d'une fin de récession. Celle-ci se confirme jusqu'en fin d'année, le PIB progresse peu, mais la baisse est enrayerée.

Après un premier trimestre qui consacre une récession d'une ampleur ignorée depuis 1945, l'année 2009 s'achève dans un contexte économique incertain et des conséquences sur le marché de l'emploi qui perdurent. Le produit intérieur brut du quatrième trimestre est descendu au niveau de la fin de l'année 2006. Ce recul de la production de richesse explique que le marché de l'emploi demeure déprimé jusqu'en fin d'année, trois trimestres après la sortie de récession. À titre de comparaison, après la crise de la fin 1992-début 1993, de bien moindre ampleur qu'aujourd'hui, l'emploi a continué de décroître pendant deux trimestres après le retour à la croissance et il s'est écoulé 18 mois avant que l'emploi ne retrouve son niveau d'avant la crise.

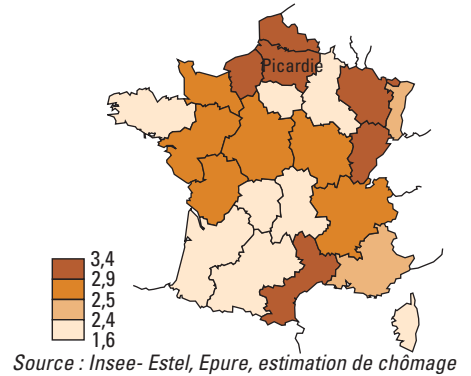
Une contraction de 24 000 emplois salariés dans le secteur marchand

Entre le premier trimestre 2008, début de la période de récession, et la fin de l'année 2009, l'emploi salarié dans le secteur marchand (hors agriculture) en Picardie est passé de 419 000 à

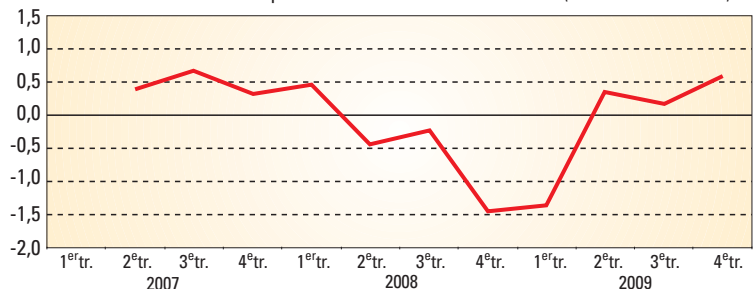
Évolution de l'emploi et du chômage entre le 1^{er} trimestre 2008 et le 4^e trimestre 2009
Évolution de l'emploi salarié du secteur marchand hors agriculture en %



Évolution du taux de chômage (%)



Évolution de produit intérieur brut national
Évolution d'un trimestre au précédent du PIB trimestriel en % (données CVS-CJO)



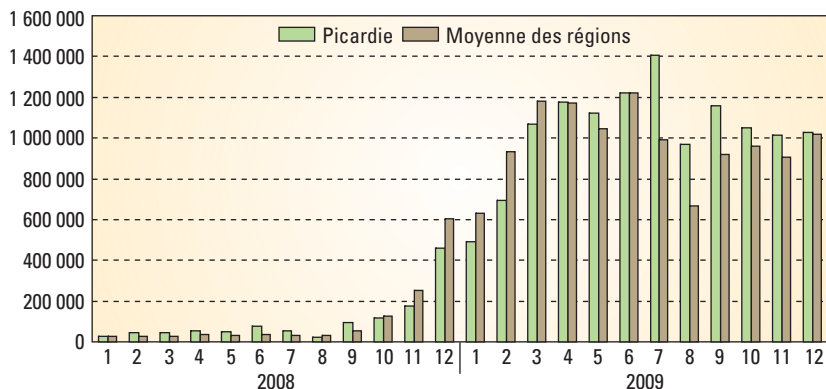
Évolution de l'emploi salarié du secteur marchand, hors agriculture

	Emplois salariés en Picardie au		Évolution régionale		Évolution nationale en %
	1 ^{er} tr. 2008	4 ^e tr. 2009	en emplois	en %	
Industrie	128 100	116 600	-11 500	-9,0	-6,7
Commerce	77 600	75 500	-2 100	-2,7	-1,9
Construction	38 700	37 300	-1 400	-3,6	-3,3
Services	149 900	150 000	200	0,1	-0,7
Total hors interim	394 200	379 400	-14 800	-3,8	-2,5
Interim	24 500	16 100	-8 400	-34,3	-26,8
Total	418 700	395 500	-23 200	-5,5	-3,5

Source : Insee, Estel, Epure 2



Heures autorisées de chômage partiel en Picardie



Source : DGEFP, extraction Silex du 1^{er} mars 2010

Un regard sur la récession de l'hiver 1992-1993

La précédente récession économique en France remonte à l'hiver 1992-1993. La situation économique s'est dégradée à partir de l'automne 1992 : l'activité marchande se réduit au quatrième trimestre 1992 puis se replie fortement au premier trimestre 1993.

La confiance des acteurs économiques est entamée par l'incertitude sur les taux de change, l'Euro n'existait pas encore. L'instabilité des monnaies anglaise, italienne et espagnole entame la compétitivité des entreprises françaises et le marché extérieur souffre d'une sévère récession en Allemagne, après avoir connu les effets favorables de la réunification jusqu'à mi-92. Face aux incertitudes tant sur le marché intérieur - la consommation atone - que sur le marché extérieur, les entreprises déstockent et réduisent les investissements productifs qui reculent de 8% en six mois.

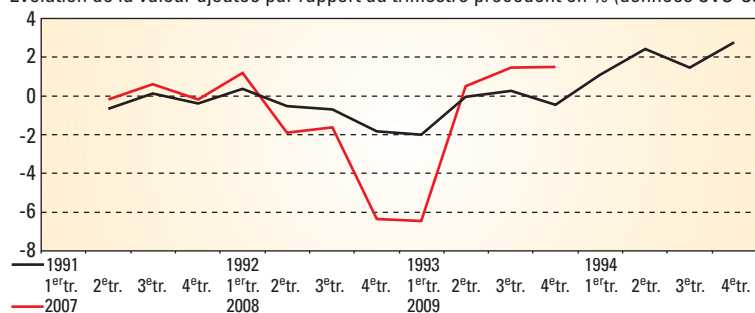
Le recul de la production s'accompagne d'un recul de l'emploi, d'abord sur les contrats temporaires (intérim, CDD) en baisse de 60 000 au premier semestre 1993 puis sur les emplois stables, moins 90 000 au premier semestre et moins 80 000 au second alors que l'emploi précaire remonte de 15 000 postes de travail. La montée du chômage pèse sur les déficits publics (malgré un relèvement des taux de la CSG) de même que les mesures de soutien de l'économie (remise de TVA) : l'endettement de l'état et des collectivités locales s'accroît de près de 2 points de PIB.

Cette rapide chronique de la récession de 1993 n'est pas sans ressembler à celle de 2008. Cependant, ces deux périodes de récession sont très différentes. En 2008, il s'agit d'un ralentissement mondial de l'économie, alors qu'en 1992-1993, la récession était circonscrite à l'Europe.

Plus limitée géographiquement, la récession de 1993 fut plus brève (deux trimestres de baisse du PIB au lieu de quatre) et la baisse de l'activité moins intense : au plus fort de la récession, le PIB avait baissé de 0,7 points au 1^{er} trimestre 1993 par rapport au trimestre précédent, alors que le PIB recule d'un point et demi deux trimestres consécutifs en 2008/2009.

Dans un contexte international favorable en 1993, les acteurs avaient repris confiance dès le second trimestre avec les premiers indicateurs économiques d'une " sortie de crise ". En 2009, la visibilité de l'avenir demeure incertaine malgré les évolutions positives de quelques secteurs d'activité.

Évolution de la valeur ajoutée du secteur manufacturier
Évolution de la valeur ajoutée par rapport au trimestre précédent en % (données CVS-CJO)



Source : Insee, comptabilité nationale

395 000, soit une baisse de 24 000 emplois, dont 8 000 emplois intérimaires.

Au second trimestre 2009, la région compte moins de 14 000 emplois intérimaires, 10 000 de moins qu'au début de l'année 2008. L'évolution de l'emploi intérimaire suit de près l'évolution de l'économie : environ 2 500 emplois intérimaires disparaissent chaque trimestre pendant la période de récession.

Le recours à l'intérim se stabilise au second trimestre 2009 en même temps que le PIB national. Premier à subir les conséquences de la baisse de l'économie, l'emploi intérimaire est aussi le premier à bénéficier de la reprise de la production dans des secteurs industriels : 2 000 emplois intérimaires supplémentaires sont créés au second semestre 2009.

Un glissement des pertes d'emplois de l'intérim vers les emplois durables

L'emploi intérimaire assume un premier effet tampon entre l'économie et l'emploi "durable". Le chômage partiel prend le relais plus tardivement : les heures de chômage partiel autorisées augmentent fortement en décembre 2008, alors que l'économie est déjà dans le rouge depuis plusieurs mois. De décembre à juillet 2009, l'augmentation se poursuit à un rythme soutenu, passant de 450 000 heures à 1 400 000 heures. La hausse s'est prolongée plusieurs mois après la stabilisation globale de l'économie. La hausse du chômage partiel se stabilise au second semestre autour d'un million d'heures mensuelles.

Ces amortisseurs ne sont toutefois pas suffisants pour gommer les conséquences de la crise sur l'emploi durable. Les entreprises sont amenées à réduire leurs forces vives : 7 000 emplois "durables" sont supprimés au cours du dernier trimestre 2008 et du premier trimestre 2009, au plus fort de la récession. Le niveau de la production demeurant inférieur à celui du début 2008, les pertes d'emploi se poursuivent jusqu'à la fin de l'année 2009 : portant la baisse de l'emploi du secteur marchand hors intérim, à 16 000.

La récession a entraîné des pertes d'emploi dans les établissements picards de toutes tailles, fragilisant davantage ceux de moins de 50 salariés (-5%) que les plus grands (-3,3%).

La fermeture de Continental à Clairoux, début 2010, illustre le décalage entre l'économie et ses conséquences sociales, et démontre que les effets de la récession sur l'emploi se prolongent jusqu'en 2010.

Des spécialisations industrielles picardes sensibles à la récession

L'intensité de l'impact de la récession sur l'économie picarde résulte de fragilités structu-



relles que la récession exacerbe. Les pertes d'emplois supplémentaires par rapport aux évolutions nationales sont concentrées dans l'industrie, -9 % contre -7 %, et l'emploi intérimaire -34 % contre -27 %. Ces deux faiblesses de l'emploi régional sont fortement liées, puisque l'industrie consomme environ la moitié des contrats d'intérim dans la région.

L'industrie automobile a été la première, et la plus fortement touchée par la crise entraînant dans son sillage des secteurs comme la métallurgie ou le caoutchouc-plastique. L'industrie picarde est fortement impliquée dans la filière automobile, en dépit de l'absence de constructeur et d'une gamme d'activités très large : Valéo, Faurecia, Boch, GoodYear pour ne citer que quelques noms. Toutes ces grandes entreprises ont perdu des emplois en 2009.

En fin d'année 2008, d'autres branches industrielles connaissent à leur tour une baisse de production. Les industries de biens intermédiaires (chimie) et de biens d'équipement (mécanique, électrique, électronique, machines) subissent le ralentissement de la demande pour les premières et de l'investissement pour les secondes. Ici aussi, la Picardie est prise dans la tourmente, en raison d'une surreprésentation de la chimie et de la mécanique, et, facteur probablement aggravant, les établissements picards sont souvent sur des productions à valeur ajoutée relativement faible.

Le creux de la vague pour la plupart des secteurs en récession

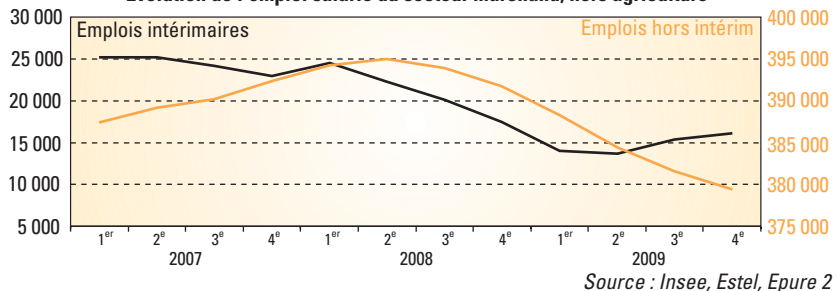
Le recul sur la période de récession en France, permet d'affiner le classement des activités économiques effectué lors du bilan de l'année dernière.

Un premier groupe de secteurs peut être qualifié de "secteurs en récession" dans le sens où ils ont traversé au moins deux trimestres consécutifs de baisse significative de leur activité. Ce groupe comprend une dizaine d'activités industrielles, dans la production de biens intermédiaires et de biens d'équipement, et deux activités tertiaires : le commerce de gros et le commerce automobile.

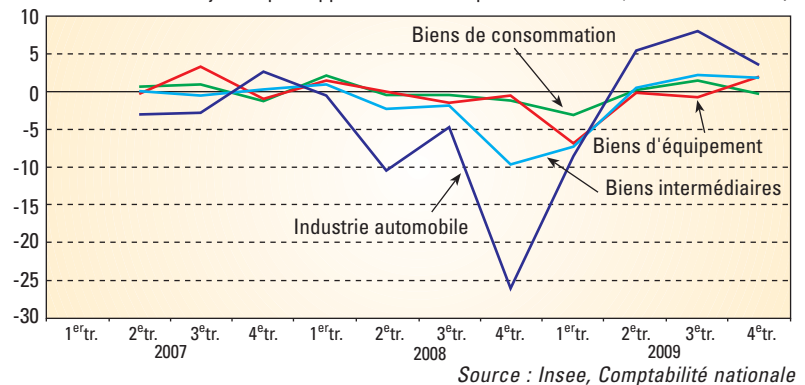
Quatre des cinq secteurs qui contribuent le plus à la spécificité économique de la Picardie font partie de ce groupe d'activités : les industries du caoutchouc-plastique, de la chimie, des machines et équipements et la métallurgie. Les secteurs en récession représentent 21 % des postes de travail dans la région, 5 points de plus que la moyenne nationale. L'Alsace (22 %) et la Franche-Comté (24 %) occupent la tête du classement des régions.

Au sein de ce groupe, les secteurs qui ont subi les baisses les plus intenses, autour de la filière automobile essentiellement, regagnent des points en fin d'année tout en restant bien en

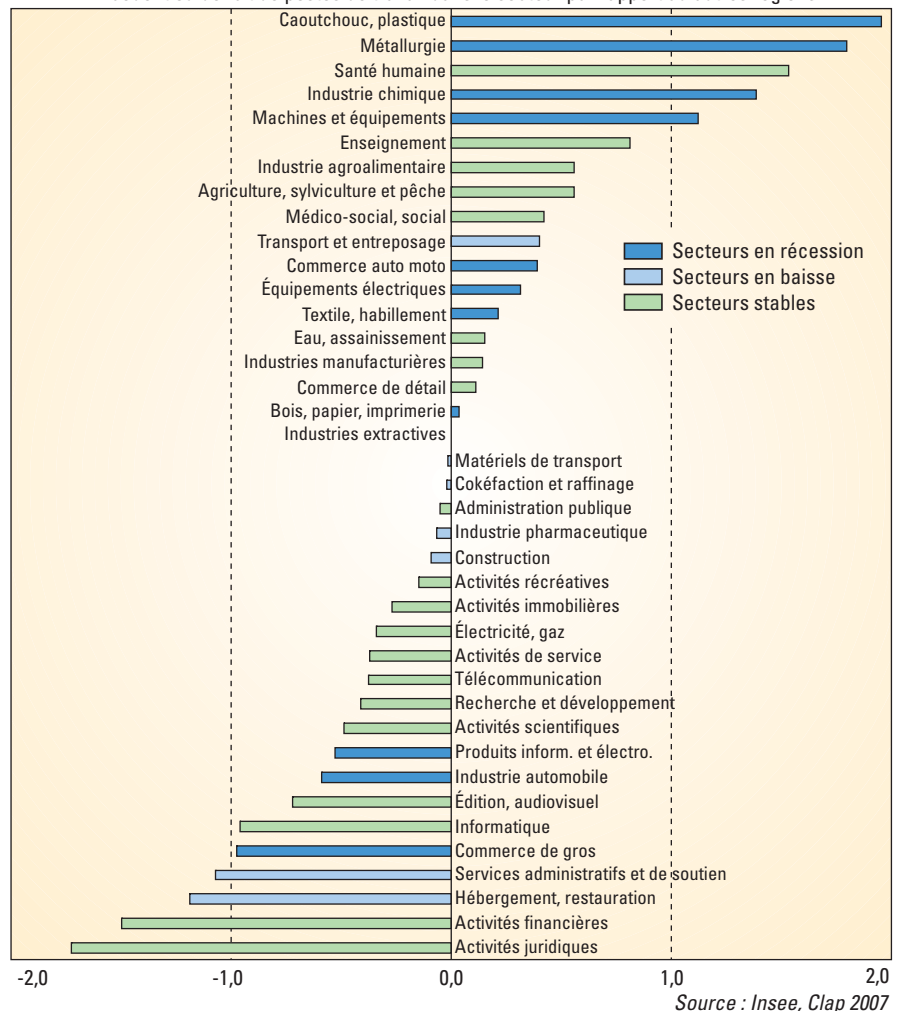
Évolution de l'emploi salarié du secteur marchand, hors agriculture



Évolution de la valeur ajoutée en volume de quelques branches industrielles



Contribution des secteurs à la spécificité des postes de travail en Picardie





dessous du niveau d'avant la récession.

Deux activités continuent de perdre des points, à un rythme plus modéré mais qui reste préoccupant : l'industrie textile et la fabrication de machines et équipements.

Les autres secteurs de ce groupe connaissent une fin d'année 2009 plutôt calme : le niveau d'activité évolue peu, il demeure voisin du niveau atteint au premier trimestre 2009, entre 10 et 20 % de moins qu'au premier trimestre de l'année 2008.

Des secteurs en baisse sans atteindre à la récession

Pour un deuxième groupe de secteurs, la récession a entraîné une baisse d'activité plus modérée et concentrée sur un trimestre, le plus souvent le premier trimestre 2009. La construction dont l'activité s'est érodée continuellement pendant les quatre trimestres de récession, fait également partie de ce groupe.

Avec la construction, ce groupe de "secteurs en baisse" comprend des secteurs tertiaires dont l'activité est dédiée, au moins partiellement aux entreprises, ce qui explique un ralentissement de leur chiffre d'affaires : activités de service, de transport, d'hébergement-restauration. Trois secteurs industriels complètent ce groupe : la fabrication de matériels de transports hors automobile, l'industrie pharmaceutique et la cokéfaction-raffinage.

Les entreprises picardes de ces secteurs représentent 20 % des postes de travail de la région, un peu moins que la moyenne nationale : 22 %. Parmi ces activités, le secteur du transport-entreposage est le seul qui soit surreprésenté dans la région.

Il ne faut toutefois pas négliger les difficultés de la construction pour une région impliquée dans l'économie du "bâtiment durable". Car la construction termine l'année 2009 comme elle l'a commencée, sur une baisse modérée mais persistante du chiffre d'affaires depuis le quatrième trimestre 2008. Pour deux autres activités, la crise se prolonge après le premier trimestre 2009 : les services de soutien qui se stabilisent seulement en fin d'année et le raffinage en raison de la baisse de la consommation et du prix du pétrole.

Pour les autres activités, après le premier trimestre difficile, la situation se stabilise à partir du second trimestre 2009, sauf l'industrie pharmaceutique qui dépasse en fin d'année son niveau de production du premier trimestre 2008.

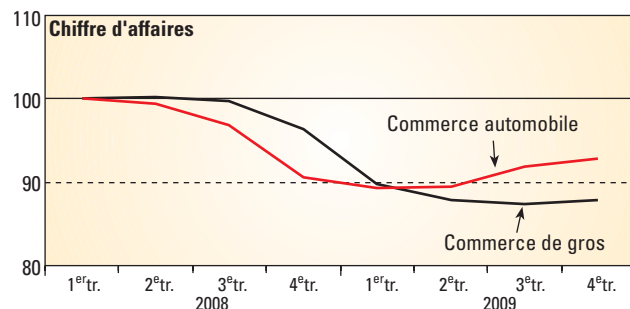
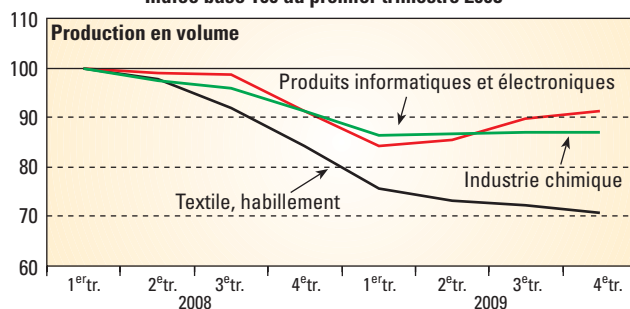
Des secteurs dont l'activité a peu évolué

Les autres secteurs ont traversé la période de récession sans baisse brutale de leur activité économique. Les activités du secteur marchand de ce groupe perdent néanmoins quelques points de chiffre d'affaires sur la période en raison de lien direct avec les ménages : commerce de détail, industrie agro-alimentaire ou activités artisanales.

Les services scientifiques et techniques, l'information et la communication font partie de ce groupe de "secteurs stables". Ces services ont relativement bien résisté à la baisse de l'activité des entreprises, leurs principaux clients.

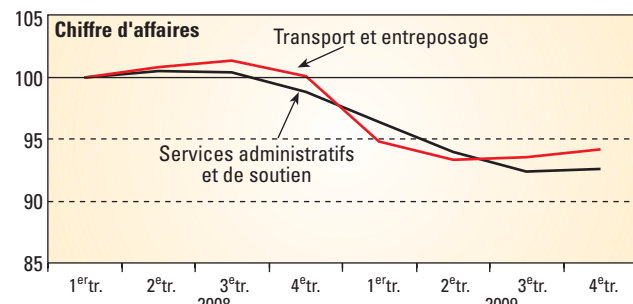
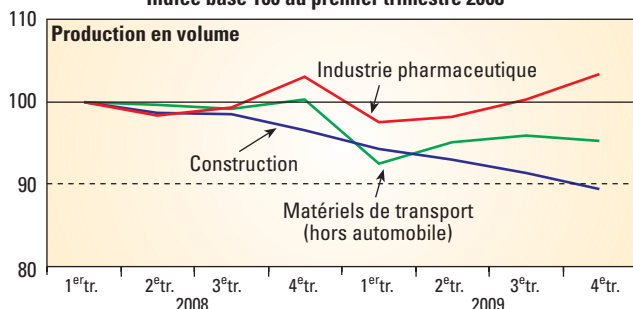
L'ensemble des activités stables représente 59 % des postes de travail dans les entreprises

Évolution typique de l'activité des secteurs en récession
Indice base 100 au premier trimestre 2008



Source : Insee, conjoncture

Évolution typique de l'activité des secteurs en baisse
Indice base 100 au premier trimestre 2008



Source : Insee, conjoncture



picardes, trois points de moins que la moyenne nationale.

L'évolution de l'activité économique de ce groupe demeure stable après la récession sauf pour le secteur de l'électricité, gaz et probablement de l'agriculture, en raison de la baisse des prix.

Oise : des pertes d'emplois dans de grands établissements

Fin 2009, l'Oise a perdu 8 600 emplois dans le secteur marchand par rapport au premier trimestre 2008 soit 4,7 % des salariés du secteur. C'est le plus fort contingent mais la plus faible baisse relative des trois départements de la région.

Les secteurs en récession offraient près d'un quart des emplois salariés du département, ce qui explique l'ampleur des pertes d'emploi, concentrées dans l'industrie et l'intérim. Le long de la vallée de l'Oise, la vague de la crise détruit des emplois dans les grands établissements, événements qui ont ponctué l'actualité régionale et nationale depuis 2008. La filière automobile apparaît au premier plan : des pneumatiques avec Continental (Clairoix) aux équipements intérieurs avec Faurecia (Méru) ou Sodimatex (Crépy-en-Valois) en passant par les équipements mécaniques avec Boch (Beauvais) ou Montupet (Laigneville). Les autres secteurs industriels ne sont pas épargnés, par exemple le matériel agricole avec Agco-Gima (Beauvais) ou encore la métallurgie avec Metalform (Novillers).

Le rythme des pertes d'emploi s'amortit au cours des neufs derniers mois de 2009, l'Oise perd 0,4 points d'emplois par trimestre au lieu de 0,9 points pendant les quatre trimestres de récession, inflexion plus prononcée que dans l'Aisne et la Somme.

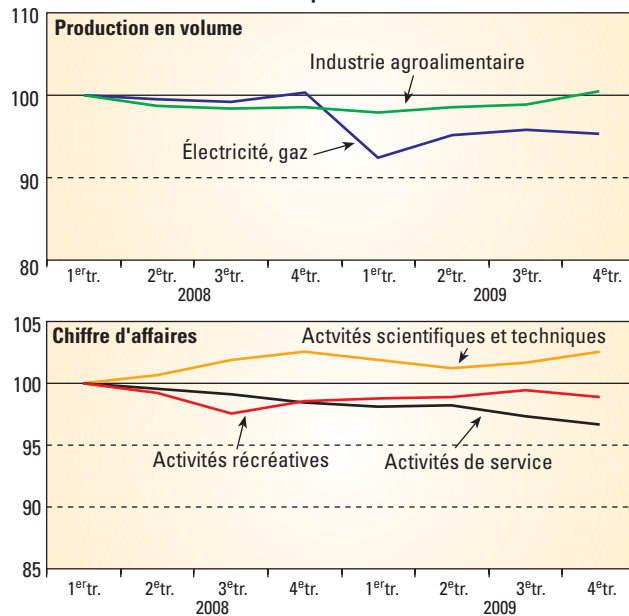
Aisne : le chômage au rendez-vous

Entre le premier trimestre 2008 et la fin de l'année 2009, l'Aisne perd 6 400 emplois dans le secteur marchand, soit 6,2 % des salariés. À l'inverse de l'Oise, c'est le plus faible effectif, et la plus forte proportion des départements picards (bien que l'écart avec la Somme soit infime, 0,1 %) et une des plus fortes baisses de l'ensemble des départements français.

Les secteurs en récession employaient un salarié du secteur marchand sur cinq avant la crise économique, moins que dans l'Oise et d'autres départements où les pertes d'emplois sont relativement plus limitées. Le tissu économique du Soissonnais et du Saint-Quentinois, déjà fragilisé avant la crise, subit à nouveau les foudres de la conjoncture.

Plus que dans l'Oise et la Somme, les secteurs des services aux entreprises et du com-

Évolution typique de l'activité des secteurs stables
Indice base 100 au premier trimestre 2008



Source : Insee, conjoncture

Évolution de l'emploi du secteur marchand dans les départements

Évolution de l'emploi pendant la période de récession

	Emplois du secteur marchand		Évolution	
	au 1 ^{er} trim 2008	au 1 ^{er} trim. 2009	en effectif	en %
Aisne	104 400	99 800	-4 600	-4,4
Somme	132 800	127 200	-5 600	-4,2
Oise	181 500	175 200	-6 300	-3,5

Évolution de l'emploi depuis le début de la crise

	Emplois du secteur marchand		Évolution	
	au 1 ^{er} trim 2008	au 4 ^e trim. 2009	en effectif	en %
Aisne	104 400	98 000	-6 400	-6,1
Somme	132 800	124 600	-8 200	-6,2
Oise	181 500	172 900	-8 600	-4,7

Source : Insee, Estel, Epure

La classification des activités

Les activités sont classées selon l'évolution d'un trimestre par rapport au précédent, soit de leur production pour l'industrie, soit de leur chiffre d'affaires pour les services marchands soit de leur valeur ajoutée pour l'agriculture et les services non marchands.

Période de récession (2^e trimestre 2008 au 1^{er} trimestre 2009 :

- Activité en récession si deux trimestres de baisse de 3 % ou baisse globale de plus de 10 %.
- Activité en baisse si un trimestre de baisse de 3 % ou baisse globale de plus de 5 %.

Période du 2^e au 4^e trimestre 2009 :

- Activité en baisse si deux trimestres de hausse de 1,5 % ou hausse globale de 5 % au moins.
- Activité en hausse si deux trimestres de baisse de 1,5 % ou baisse globale de 5 % au moins.

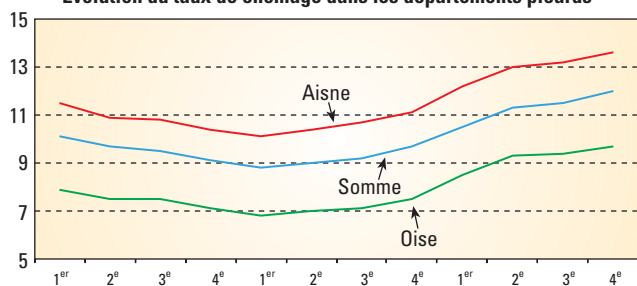


Évolution du taux de chômage par département (en %)

	1 ^{er} trimestre 2008	4 ^e trimestre 2009	Évolution en points
Aisne	10,1	13,6	3,5
Somme	8,8	12,0	3,2
Oise	6,8	9,7	2,9

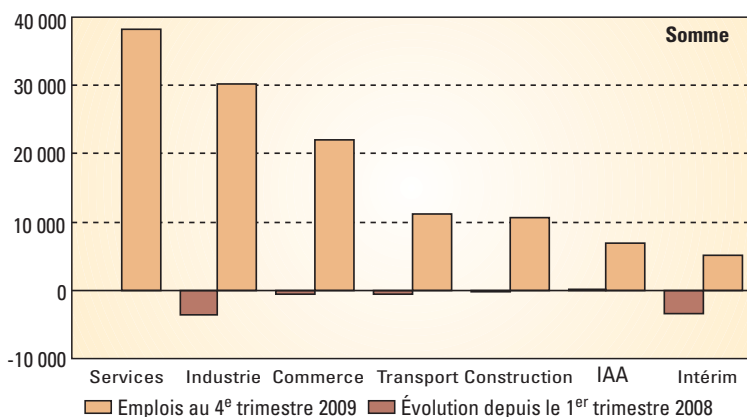
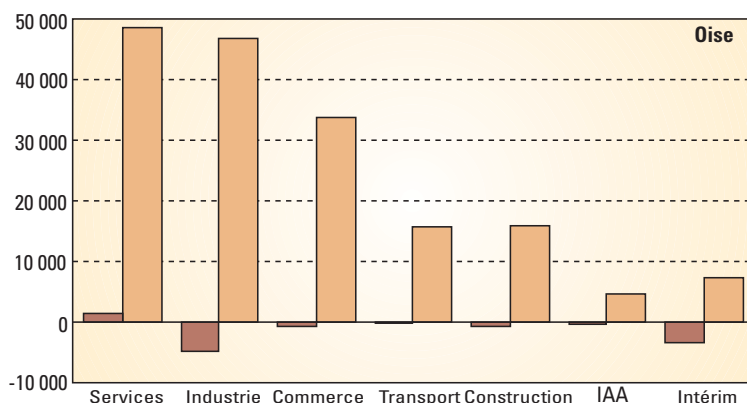
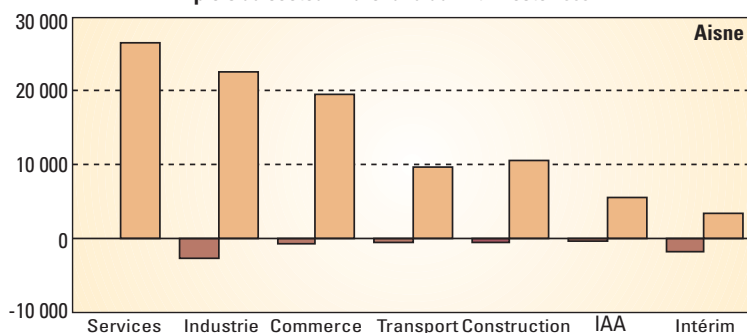
Source : Insee, taux de chômage localisé

Évolution du taux de chômage dans les départements picards



Source : Insee, taux de chômage localisé

Emplois du secteur marchand au 4^e trimestre 2009



Source : Insee, Estel, Epure 2

merce ont perdu des emplois : même le commerce de détail, très structuré autour de grands établissements, est touché. La consommation des ménages peut, plus qu'ailleurs dans la région, ralentir du fait de l'augmentation du chômage, parmi les plus fortes des départements français, et de la crainte de perdre son emploi. Le rythme des pertes d'emplois a néanmoins diminué au cours de l'année 2009 : -0,6 points en moyenne au cours des trois derniers trimestres contre 1,1 pendant la période de récession.

Somme : une lourde addition

La Somme perd 8 200 emplois du secteur marchand entre le premier trimestre 2008 et la fin 2009, presque autant que l'Oise. Cette baisse représente 6,1 % de ses emplois, pratiquement autant que dans l'Aisne. De son côté, le taux de chômage augmente de 3,2 points au cours de la période, à la moyenne de l'Aisne et de l'Oise. Sous tous les angles, la Somme paye un lourd tribut à la crise.

Les pertes d'emploi sont concentrées dans l'intérim et l'industrie avec quelques événements marquants : 400 emplois entraînés par la fermeture de la Manufacture Française de Sièges, plus de 200 emplois de moins chez Goodyear à Amiens. L'effet de la crise sur l'emploi est cependant plus diffus que dans l'Oise touchant des établissements de plus petite taille ou n'appartenant pas à de grands groupes internationaux : dans le Vimeu par exemple où l'augmentation du chômage témoigne d'une fragilisation du tissu économique.

Les pertes d'emplois au cours de l'année 2009 ralentissent moins que dans l'Aisne et l'Oise passant d'une moyenne de -1 point au cours des trimestres de récession à -0,7 points au cours des trois derniers trimestres 2009.

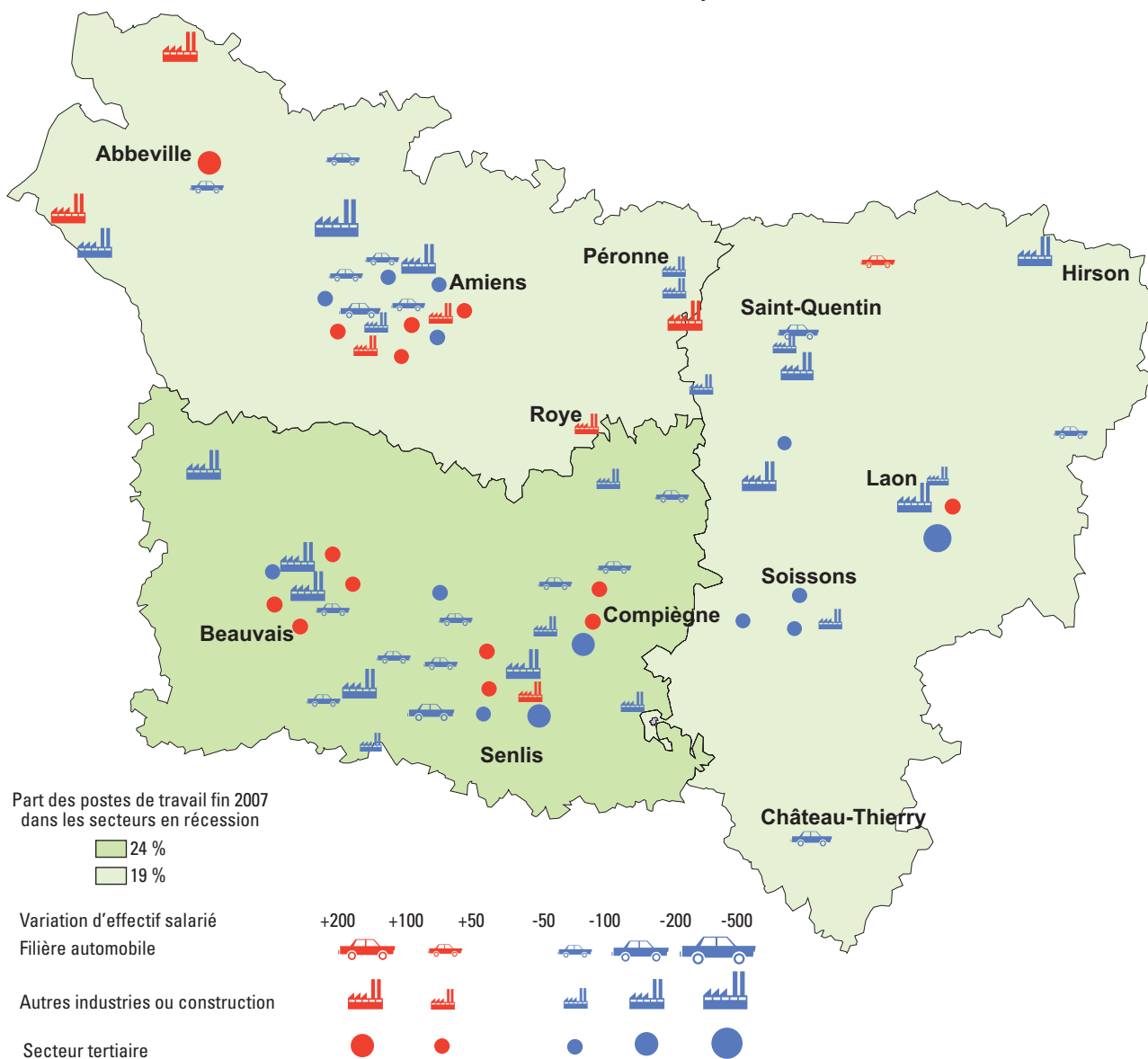
Joël DEKNEUDT
Insee Picardie

Pour en savoir plus

www.insee.fr/picardie



**Mouvements de main-d'œuvre de plus de 50 salariés
dans les établissements de 100 salariés au moins entre juin 2008 et décembre 2009**



Source : Insee, Epure